

**Arrêté du ministre de l'environnement et du développement durable du 18 août 2008, fixant la composition et les modalités de fonctionnement du comité technique permanent de « l'écolabel tunisien ».**

Le ministre de l'environnement et du développement durable,

Vu la loi n° 82-66 du 6 août 1982, relative à la normalisation et à la qualité, notamment les articles 4 et 14,

Vu la loi n° 92-117 du 7 décembre 1992, relative à la protection du consommateur,

Vu la loi n° 96-25 du 25 mars 1996, relative à la création du centre international des technologies de l'environnement de Tunis,

Vu la loi n° 96-41 du 10 juin 1996, relative aux déchets et au contrôle de leur gestion et de leur élimination, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2001-14 du 30 janvier 2001,

Vu la loi n° 99-30 du 5 avril 1999, relative à l'agriculture biologique,

Vu le décret n° 82-1314 du 24 septembre 1982, portant organisation et fonctionnement de l'institut national de la normalisation et de la propriété industrielle,

Vu le décret n° 83-724 du 4 août 1983, fixant les catégories de normes et les modalités de leur élaboration et de leur diffusion,

Vu le décret n° 85-665 du 27 avril 1985, relatif au système de certification de la conformité aux normes,

Vu le décret n° 93-2061 du 11 octobre 1993, relatif à la création d'une commission nationale pour le développement durable, tel que modifié par le décret n° 94-2538 du 12 décembre 1994 et par le décret n° 95-1037 du 12 juin 1995,

Vu le décret n° 95-916 du 22 mai 1995, fixant les attributions du ministère de l'industrie,

Vu le décret n° 97-2542 du 29 décembre 1997, relatif à l'organisation administrative et financière du centre international des technologies de l'environnement de Tunis,

Vu le décret n° 2000-134 du 18 janvier 2000, portant organisation du ministère de l'industrie, tel que modifié et complété par le décret n° 2007-2970 du 19 novembre 2007,

Vu le décret n° 2005-2933 du 1<sup>er</sup> novembre 2005, fixant les attributions du ministère de l'environnement et du développement durable,

Vu le décret n° 2006-898 du 27 mars 2006, portant organisation du ministère de l'environnement et du développement durable,

Vu le décret n° 2007-1355 du 4 juin 2007, portant création et fixant les conditions et modalités d'attribution de « l'écolabel tunisien », notamment son article 8.

Arrête :

Article premier - Cet arrêté fixe la composition et les modalités de fonctionnement du comité technique permanent de « l'écolabel tunisien » créé par l'article 8 du décret susmentionné n° 2007-1355 du 4 juin 2007.

Art. 2 - Le comité technique permanent de « l'écolabel tunisien » est présidé par le directeur général du centre international des technologies de l'environnement de Tunis ou son représentant.

Le comité technique permanent de « l'écolabel tunisien » est composé, en plus des membres mentionnés à l'article 7 du décret n° 2007-1355 susvisé de :

- un représentant du centre technique de la chimie,
- un représentant du centre technique des industries mécaniques et électriques,
- un représentant du centre technique des industries agro-alimentaires,
- un représentant du centre technique de l'industrie du bois et de l'ameublement,
- un représentant du centre technique de l'emballage et du conditionnement,
- un représentant du centre technique du textile,
- un représentant du centre national de l'industrie du cuir et des chaussures,
- un représentant du centre technique des matériaux de construction de la céramique et du verre,
- un représentant de l'office national du tourisme,
- un représentant de la fédération tunisienne des hôtels,
- un représentant de l'office des céréales,
- un représentant de l'office national de l'huile,
- un représentant du groupement de l'industrie des conserves alimentaires,
- un représentant de la banque nationale des gènes.

Les membres du comité technique permanent de « l'écolabel tunisien » sont désignés par arrêté du ministre de l'environnement et du développement durable pour une période de trois ans renouvelable une seule fois, et ce, sur proposition des ministères et organismes concernés.

Art. 3 - Le comité technique permanent de « l'écolabel tunisien » se réunit périodiquement deux fois par an et chaque fois qu'il y a nécessité, sur convocation de son président, pour discuter des questions arrêtées dans l'ordre du jour.

Le président du comité convoque les membres concernés selon les catégories des produits qui sont proposés à « l'écolabellisation ».

Art. 4 - Les délibérations du comité se tiennent en présence des deux tiers de ses membres au moins, et lorsque le quorum n'est pas atteint, une deuxième réunion se tiendra quinze jours après la première réunion quel que soit le nombre des membres présents.

Le comité émet son avis à la majorité des voix de ses membres présents et en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 5 - Le secrétariat du comité est assuré par la direction générale du centre international des technologies de l'environnement de Tunis.

Le secrétariat du comité est chargé de :

- la préparation de l'ordre du jour du comité et des dossiers à examiner et le suivi de l'exécution de ses recommandations,

- la convocation des membres du comité par voie administrative, accompagnée des dossiers inscrits à l'ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion,

- la préparation et l'envoi des procès-verbaux à tous les membres du comité et au président du comité consultatif,

- la préparation des rapports annuels des activités du comité et leur soumission aux membres du comité pour validation.

Art. 6 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 août 2008.

*Le ministre de l'environnement  
et du développement durable*

**Nadhir Hamada**

*Vu*

*Le Premier ministre*

**Mohamed Ghannouchi**

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,  
DE L'HABITAT ET DE L'AMENAGEMENT  
DU TERRITOIRE**

**Arrêté de la ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire du 18 août 2008, déterminant les activités, les spécialités, les catégories et les plafonds y correspondants dans lesquels les entreprises de bâtiment et de travaux publics peuvent être agréées ainsi que les moyens humains, matériels et financiers dont ces entreprises doivent disposer <sup>(1)</sup>.**

La ministre de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de la comptabilité publique promulgué par la loi n° 73-81 du 31 décembre 1973, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 2006-85 du 25 décembre 2006,

Vu la loi n° 89-9 du 1<sup>er</sup> février 1989, relative aux participations et entreprises publiques, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2006-36 du 12 juin 2006,

Vu le code des sociétés commerciales promulgué par la loi n° 2000-93 du 3 novembre 2000, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007 relative à l'initiative économique,

Vu le décret n° 74-93 du 15 février 1974, fixant les attributions du ministère de l'équipement, tel que complété par le décret n° 92-248 du 3 février 1992,

<sup>(1)</sup> Les annexes sont publiées uniquement en langue arabe.

Vu le décret n° 88-1413 du 22 juillet 1988, portant organisation du ministère de l'équipement et de l'habitat, tel que modifié et complété par le décret n° 92-249 du 3 février 1992 et par le décret n° 2008-121 du 16 janvier 2008,

Vu le décret n° 89-1979 du 23 décembre 1989, portant réglementation de la construction des bâtiments civils tel que modifié et complété par le décret n° 91-511 du 8 avril 1991 et le décret n° 96-874 du 1<sup>er</sup> mai 1996 et le décret n° 2001-263 du 15 janvier 2001,

Vu le décret n° 92-320 du 10 février 1992, fixant les critères et les modalités d'octroi et de retrait de l'agrément habilitant les entreprises de bâtiments et de travaux publics à participer à la réalisation des marchés publics, tel que modifié par le décret n° 93-2443 du 13 décembre 1993, modifié et complété par le décret n° 98-1170 du 25 mai 1998, et modifié par le décret n° 2006-1552 du 6 juin 2006,

Vu le décret n° 93-982 du 3 mai 1993, relatif à la relation entre l'administration et ses usagers, tel que modifié par le décret n° 2008-344 du 11 février 2002 et notamment l'article 2,

Vu le décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002, portant réglementation des marchés publics, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété et notamment le décret n° 2008-561 du 4 mars 2008 et le décret n° 2008-2471 du 5 juillet 2008,

Vu le décret n° 2008-2656 du 31 juillet 2008, fixant les critères et les modalités d'octroi et de retrait de l'agrément habilitant les entreprises de bâtiment et de travaux publics à participer à la réalisation des marchés publics et notamment son article premier,

Vu l'arrêté du ministre de l'équipement et de l'habitat du 4 juin 1992, déterminant les activités, les spécialités, les catégories et les plafonds y correspondants dans lesquels les entreprises de bâtiment et de travaux publics peuvent être agréées ainsi que les moyens humains, matériels et financiers dont ces entreprises doivent disposer, tel que modifié et complété par les textes subséquents et notamment l'arrêté du 10 août 2007.

Arrête :

Article premier - Tout entrepreneur de bâtiments et de travaux publics, personne physique ou morale, est tenu, conformément aux dispositions du décret susvisé n° 2008-2656 du 31 juillet 2008 d'obtenir un agrément l'habilitant à participer à la réalisation des travaux pour le compte de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics administratifs, des établissements publics à caractère non administratif ou des entreprises publiques, et ce, dans les activités, les spécialités et les catégories définies au présent arrêté.

Art. 2 - Pour être agréées dans les catégories uniques et les catégories 1 à 5 et supérieure, telles que définies aux articles 5, 6, 7, 8 et 9 du présent arrêté, les entreprises de bâtiment et de travaux publics sont autorisées par le ministre chargé de l'équipement ou soumises à un cahier des charges selon le cas.